

Brochure n° 3244

**Convention collective nationale**

IDCC : 1505. – **COMMERCE DE DÉTAIL  
DES FRUITS ET LÉGUMES,  
ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**  
(10<sup>e</sup> édition. – Novembre 2003)

**AVENANT N° 77 DU 13 OCTOBRE 2005**  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE DES CADRES ET NON-CADRES,  
AU DÉPART ET À LA MISE À LA RETRAITE  
NOR : *ASET0551309M*  
IDCC : 1505

Entre :

La fédération nationale de l'épicerie (FNDE) ;

La fédération nationale des détaillants en produits laitiers (FNDPL) ;

L'union nationale des syndicats de détaillants en fruits, légumes et primeurs (UNFD),

D'une part, et

La fédération des syndicats CFTC-CSFV ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et activités annexes FO ;

La fédération nationale agroalimentaire CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations professionnelles et syndicales ont examiné les comptes de résultats du régime de prévoyance prévu dans la convention collective nationale du commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers.

Au vu des résultats techniques, les garanties de « Prévoyance » visées au chapitre VIII de la présente convention collective donnant entière satisfaction, les partenaires sociaux ont décidé d'améliorer la garantie « Rente

éducation » prévue à l'article 8.5 et de modifier la ventilation des taux de cotisation prévue à l'article 8.8 entre les garanties de prévoyance et le fonds de péréquation.

Ils décident également de mettre en conformité avec la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et le décret n° 2003-1036 du 30 octobre 2003 les dispositions relatives au départ et à la mise en retraite (art. 3.10) et à la garantie « Indemnité de départ à la retraite » (art. 8.7).

Les partenaires sociaux conviennent enfin de confirmer les organismes assureurs désignés à l'article 8.9 ainsi que les dispositions relatives au changement d'assureur prévues à l'article 8.10.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Nouvel article 3.10*

Les dispositions de l'article 3.10 de la présente convention collective sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

### **Article 3.10**

#### *Départ et mise à la retraite*

#### **Article 3.10.1**

##### *Date de départ à la retraite*

Tout salarié peut quitter volontairement l'entreprise à partir de 60 ans pour bénéficier du droit à une pension de retraite.

Toutefois, tout salarié âgé de moins de 60 ans peut volontairement quitter l'entreprise pour bénéficier du droit à pension de retraite dans les conditions prévues par le décret n° 2003-1036 du 30 octobre 2003.

#### **Article 3.10.2**

##### *Date de mise à la retraite*

Le salarié peut être mis à la retraite par son employeur à partir de 65 ans.

#### **Article 3.10.3**

##### *Préavis*

Les intéressés doivent respecter, selon le cas, le préavis suivant :

NIVEAU	DÉPART À LA RETRAITE	MISE À LA RETRAITE
1 A à N 4 B .....	1 mois	2 mois
N 5, N 6 .....	2 mois	2 mois
N 7, N 8 .....	3 mois	3 mois

## Article 3.10.4

### *Indemnité de départ et de mise à la retraite*

#### 1. Départ à la retraite

S'il justifie de 2 ans au moins d'ancienneté dans l'entreprise, le salarié qui part volontairement à la retraite bénéficie d'une indemnité égale à 1/10 de mois par année de présence, sans qu'elle puisse dépasser un maximum de 3 mois de salaire.

#### 2. Mise à la retraite

Le salarié mis à la retraite bénéficie d'une indemnité au moins égale à celle de l'indemnité légale de licenciement.

#### 3. Salaire de référence

Le salaire de référence à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est le 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le départ en retraite ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification à caractère annuel ou exceptionnel, qui aurait été versée pendant cette période, ne serait prise en compte que *pro rata temporis*.

## Article 2

### *Modification de l'article 8.5*

Le montant de la rente prévue à l'article 8.5 de la présente convention collective est porté :

- à 12 % du dernier salaire brut annuel du salarié pour les enfants à charge jusqu'à leur 16<sup>e</sup> anniversaire ;
- à 15 % du dernier salaire brut annuel du salarié pour les enfants âgés de plus de 16 ans.

## Article 3

### *Nouvel article 8.7*

Les dispositions de l'article 8.7 de la présente convention collective sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

#### Article 8.7

### *Indemnité de départ à la retraite*

Les salariés quittant volontairement leur emploi pour faire valoir leur droit à la retraite à taux plein percevront une prestation telle que définie à l'article 3.10.4 de la convention collective.

## Article 4

### Nouvel article 8.8

Les dispositions de l'article 8.8 de la présente convention collective sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

## Article 8.8

### Cotisations

Les taux des cotisations ainsi que la répartition employeur-salarié des garanties définies dans le présent chapitre au profit des salariés cadres et des salariés non cadres sont définis comme suit :

### Article 8.8.1

#### Salariés non cadres

GARANTIES	TAUX DE COTISATION (en % du salaire brut)	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉ
Incapacité de travail .....	0,30	0,30	–
Longue maladie .....	0,10	–	0,10
Décès-invalidité permanente et totale .....	0,15	0,15	–
Rente éducation .....	0,08	0,02	0,06
Indemnité départ à la retraite .....	0,04	0,04	–
Fonds de péréquation .... (dont FAPS) .....	0,09	0,09 0,08	–
Total .....	0,76	0,60	0,16

### Article 8.8.2

#### Salariés cadres

GARANTIES	TAUX DE COTISATION (en % du salaire brut)	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉ
Incapacité de travail .....	0,30	0,30	–
Longue maladie .....	0,10	–	0,10
Invalidité .....	0,14 (*)	0,09 (*)	0,05 (*)
Décès-invalidité permanente et totale .....	0,75 (*)	0,51 (*)	0,24 (*)

GARANTIES	TAUX DE COTISATION (en % du salaire brut)	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉ
Rente éducation .....	0,08	0,02	0,06
Indemnité de départ à la retraite .....	0,04	0,04	–
Fonds de péréquation .... (dont FAPS) .....	0,09	0,09 0,08	–
Total .....	1,50	1,05	0,45
(*) Plafonné à la tranche B de la sécurité sociale.			

## Article 5

### *Nouvel article 8.9*

Les dispositions de l'article 8.9 de la présente convention collective sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

### Article 8.9

#### *Organismes désignés*

ISICA Prévoyance, institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, dont le siège est 26, rue de Montholon, 75009 Paris, est désignée comme organisme assureur des garanties visées au présent chapitre à l'exclusion de la garantie rente éducation.

La collecte des cotisations et le versement des prestations correspondant aux garanties susvisées sont confiés à ISICA Prévoyance.

L'OCIRP, organisme commun des institutions de rente et de prévoyance, union d'institutions de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, dont le siège social est 10, rue Cambacérès, 75008 Paris, est désigné comme organisme assureur de la rente éducation.

ISICA Prévoyance recevant délégation de cette dernière pour appeler les cotisations et régler les prestations.

Conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les modalités d'organisation et de mutualisation des risques couverts au présent chapitre seront réexaminées par la commission nationale de négociation dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date d'effet du présent avenant.

Les entreprises qui ne sont pas adhérentes à ISICA Prévoyance et à l'OCIRP doivent rejoindre ces institutions à compter de la date d'effet de l'accord, sous réserve de l'alinéa 2 de l'article L.912-1 du code de la sécurité sociale. Seules les entreprises qui bénéficient d'un régime de prévoyance dont les garanties sont strictement supérieures n'auront pas l'obligation de rejoindre les organismes assureurs désignés.

## **Article 6**

### *Nouvel article 8.10*

Les dispositions de l'article 8.10 de la présente convention collective sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

## **Article 8.10**

### *Changement d'organismes assureurs*

En cas de changement d'organismes assureurs, la garantie décès est maintenue aux bénéficiaires d'indemnités journalières complémentaires et de rente d'invalidité, dans des conditions au moins égales à celles prévues par le contrat souscrit avec l'organisme assureur quitté.

Par ailleurs, les partenaires sociaux, en application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, organiseront la poursuite des revalorisations des indemnités journalières complémentaires et des rentes d'invalidité et d'éducation en cours de service dans les mêmes conditions que celles prévues par le contrat des salariés actifs par négociation entre les organismes assureurs désignés à l'article 8.9 et tout autre organisme pouvant assurer ce type de prestations.

## **Article 7**

### *Formalités administratives*

Le présent avenant sera déposé en 5 exemplaires à la DDTEFP et 1 exemplaire au greffe du conseil de prud'hommes.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent avenant ; la fédération nationale des détaillants de produits laitiers étant chargée des formalités ci-dessus.

Fait à Paris, le 13 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)